

**Communiqué des sections syndicales Snes-FSU, SN-FO-LC, SUD-Education, CGT
Educ'Action des personnels de la cité scolaire Voltaire 75011**

le 3 octobre

**Solidarité avec le mouvement lycéen.
Nous refusons de faire cours dans un pays muselé.**

Vendredi matin comme dans tout le pays, les élèves de Voltaire ont de nouveau très massivement bloqué l'établissement, pour exiger des moyens pour l'école, pour leur avenir et contre l'extrême droite.

Nous avons les mêmes revendications qu'elles et eux. Nous les avons exprimées par la grève le 29 septembre.

La seule réponse du gouvernement est la répression

La colère qui s'exprime parfois avec violence est une conséquence de la destruction du système scolaire qui devient un instrument de tri social de plus en plus violent.

Le gouvernement multiplie les fermetures d'établissements. A Paris, les interdictions de rassemblement à proximité des établissements concernent maintenant plus d'une vingtaine de lycées.

Fermer les lycées, interdire des périmètres entiers aux rassemblements, c'est faire taire le mouvement.

Nous ne laisserons pas le gouvernement bâillonner les élèves et les personnels. Nous ne pouvons pas continuer à faire notre travail sous la menace de la répression aux abords de nos établissements.

C'est pourquoi

Nous refusons la fermeture de nos établissements et nous prenons d'emblée position pour refuser le passage en distanciel. Au-delà de l'inefficacité prouvée de cette méthode d'éducation, les lycéens méritent une proposition politique et non une manœuvre destinée à casser leur mobilisation.

Nous refusons les périmètres d'interdiction au voisinage de nos établissements qui bafouent les droits démocratiques.

Nous appelons nos collègues à se mettre en grève à partir du lundi 5 octobre pour faire valoir nos revendications aux côtés des lycéen.nes et à participer à la grève nationale et à la manifestation parisienne le 6 octobre.

L'heure est à la construction d'un mouvement national de toute l'éducation et au-delà.

- Arrêt de la répression, des fermetures et des mesures d'interdictions.
- libération des élèves interpellé.es. Aucune sanction, aucune poursuite
- Abandon de Parcoursup et du Bac Blanquer
- Baisse massive des effectifs par classe
- Recrutement massif de personnels (enseignant, vie scolaire, santé, sociaux, administratifs, agents)
- Augmentation générale des salaires et paiement immédiat des AED en poste

Nous nous retrouverons lundi matin à 7h30 pour tenir une AG a proximité du lycée qu'il soit fermé ou non.

Nous sollicitons de nos organisations syndicales un appel à une AG parisienne ce lundi en fin de matinée pour discuter de la situation et d'une réponse commune à la hauteur des attaques en cours.

La meilleure réponse à la répression, c'est l'unité et la solidarité.